(suite de la page 1) →

Cette assoc, qualifiée par les ministres de « groupuscule d'extrême gauche », a été accusée d'avoir appelé à « brûler » les centres. Mais tenter de réduire au silence les révoltes des retenus des CRA a échoué et continuera d'échouer. D'ailleurs la preuve en était faite au mois d'août avec les incendies du CRA de Mesnil Amelot. Les 5 retenus incarcérés, tout comme les militants luttant contre toutes les formes d'enfermement eux aussi incarcérés ne serviront pas de boucs émissaires aux mains de cet État d'exception qui fiche et enferme. Mobilisons nous pour la création de comités de soutien, larges et solidaires.

> Ça continue

C'est au tour de Damien d'être enfermé préventivement sous instruction antiterroriste à Villepinte depuis le 14 août. Sous contrôle judiciaire depuis janvier, il a été accusé comme Isa et Juan d'avoir tenté de brûler une voiture de flics en mai 2007. Le 2 septembre à 9h, des taulard-e-s de Rouen (où est Isa) ont pu voir une banderole « Feu aux prisons » flotter dans les airs et entendre pétards et feux d'artifice. À 21h30, un autre feu d'artifice éclate à Villepinte. Le lendemain, on voit une banderole « Liberté pour les prisonniers » près de la maison d'arrêt de Villepinte, et sur l'A1 en direction du camp de rétention de Roissy : « Au Mesnil-Amelot comme ailleurs, à bas les prisons ». Rappelons que suite au rassemblement du 2 juillet devant la prison de Fresnes (où est Juan), 4 personnes passaient en procès le 3 septembre (reporté au 14 octobre, 13h30, 11e chambre du tribunal de Créteil).

> Nouvelles démonstrations du cynisme d'Etat

En Juillet, une première : deux enfants (de 5 et 7 ans) ont été mis en rétention avec leurs parents au CRA d'Hendaye. Réaménagé à cet effet voilà quelques mois, on a simplement attendu la fin de l'année scolaire rendant bien plus difficile une mobilisation autour de ces enfants qui bénéficiaient pourtant de nombreux soutiens à Pau.
Début août, la police a interpellé quatre travailleurs sans papiers sur un chantier, deux d'entre eux ont été enfermés au CRA du Mesnil Amelot, leurs employeurs n'ont pas été inquiétés. Jusque-là rien de plus tristement habituel. Mais on apprend ensuite que ce chantier est celui de l'extension de ce CRA : l'employeur de ces hommes est ce même État qui ensuite les enferme et les expulse ! Employés à construire leur propre prison ! Qui ose encore prétendre que la réponse de ces hommes et femmes à tant de cynisme devrait être mesurée ?

> Pass Navigo : un million de « récalcitrants »

Cela fait un moment que la Ratp et la Sncf ont décidé d'en finir avec la carte orange et d'imposer aux franciliens le pass navigo, sorte de carte d'identité bis qui au moyen d'une puce RFID enregistre tous nos déplacements. Mais un tiers des usagers entendent rester fidèle à leur carte vieille de trente ans ; pourtant les annonces et les leçons de morale des agents sont continuelles. On réduit de façon drastique les guichets qui vendent des cartes oranges qu'on ne peut acheter que par chèque. Certaines institutions (Éducation nationale, ANPE...) ne veulent plus prendre en charge le remboursement de ce titre de transport... On ne saurait alors plus prêter le refus de ce million de « récalcitrants » (selon la SNCF) à la seule force de l'habitude : à ce degré-là il s'agit d'une vraie résistance, alors tenons bon !

> Non à l'extradition de Marina Petrella !

Marina est toujours hospitalisée dans un état grave que les médecins qualifient de « crise suicidaire majeure». Abrogation du décret d'extradition et l'application de la clause humanitaire. Rassemblement hebdomadaire tous les jeudi à 18h30 devant Beaubourg à Paris. Infos, pétition à signer : http://www.paroledonnee.info/

RESISTONS ENSEMBLE

CONTRE LES VIOLENCES POLICIÈRES ET SÉCURITAIRES

Bulletin n°67 • septembre 2008

Recevoir ce bulletin par Internet : resistons_ensemble@yahoo.com. Site internet : http://resistons.lautre.net/

Le réseau Résistons ensemble a été formé à la suite du Forum de Saint-Denis, le 26 mai 2002, au cours duquel s'étaient rencontrés des collectifs locaux (Lyon, Strasbourg, Rouen, Nantes, Draguignan, etc.) ainsi que des individus et une série d'organisations et d'associations, tous décidés à œuvrer contre les violences policières et sécuritaires. RE n'est donc pas une organisation politique. Son but est d'informer, de briser l'isolement des victimes des violences policières et sécuritaires et de contribuer à leur auto-organisation.

Les mamelles de l'impérialisme français

La France est engagée dans *« un combat essentiel contre la barbarie, l'obscurantisme et le terrorisme »*, elle a *« en charge avec les autres grands pays du monde la responsabilité de la paix dans le monde »*. Non, ça ne date pas de l'empire colonial français. C'est Sarkozy à Kaboul le 21 août justifiant l'engagement militaire français en Afghanistan, mais aussi les interventions militaires et politico-économiques en Afrique et ailleurs. Parce qu'il faut utiliser un gros mot : c'est l'impérialisme français. Sous couvert de la défense des droits de l'homme, il s'agit pour l'État d'opprimer, soumettre, exploiter des pays, des peuples. Pour les USA, la Russie, la Chine, pareil. En ex-Yougoslavie, au Moyen-Orient, en Afrique, en Asie, le sang coule.
Mais Sarkozy ajoute encore : *« la défaite à l'autre bout du monde se paiera d'une défaite sur le territoire de la République »*. Kezako ? Pour nous aussi un lien existe entre cet impérialisme à l'extérieur et la politique sécuritaire à l'intérieur. Pour assurer sa place entre autres nations, le pouvoir a besoin d'un arrière-pays calme. Fichage, lois répressives, prisons bourrées, campagne contre la « mouvance anarcho-autonome » et la fraîche « nébuleuse libertaire », déportation des sans-papiers... Sans oublier que les guerres là-bas permettent un certain maintien des conditions de vie ici, où nous profitons des miettes du profit. Ne chialons pas sur le sort des soldats professionnels en Afghanistan, ne jouons pas aux pacifistes niais. Ce sont les liens entre ici et là-bas qu'il faut éclairer.

> Loi du silence sur les CRA : ne laissons pas faire !

Ce gouvernement veut nous imposer le silence en criminalisant systématiquement toutes les formes de solidarités aux justes révoltes. Oui, le CRA de Vincennes a été réduit en cendres, oui les retenus par leur révolte, réprimée dans une violence inouïe, ont dénoncé cette politique du chiffre qui tue. Alors oui nous sommes solidaires avec les retenus qui brûlent leurs prisons. Les 5 retenus du CRA de Vincennes ont été mis en examen et sont incarcérés, suspectés de mise à feu. La Cimade, seule assoc à être jusque-là admise dans les CRA, est priée de se calmer ou de dégager : après son rapport de 2007 sur les CRA, ses 4 plaintes auprès de L'IGS en février pour des retenus hospitalisés suite à des violences policières, plus une vingtaine d'autres déposées au parquet, il fallait, pour le gouvernement, pouvoir contrôler davantage sa capacité critique. Autre fait cet été : une plainte a été déposée par Hortefeux et Dati contre SOS sans papiers (pétition de soutien à signer sur http://comitesoutien.sospap.free.fr/) qui milite, avec d'autres militants et collectifs, pour la fermeture des CRA. → (suite en page 4)

> CHRONIQUE DE L'ARBITRAIRE

Pas de guerre propre L'association militante CAPJPO-EuroPalestine est poursuivie en justice depuis le 29 août par l'Association de Défense des Droits des Militaires (ADEFDROMIL) pour avoir parlé de « sale métier » à propos de la soldatesque professionnelle française en Afghanistan. Et le député UMP Damien Meslot a demandé sa dissolution, tout simplement. Le 6 septembre à Paris 300 personnes ont manifesté contre cette guerre.

Banalité ? Dans la nuit du 1er au 2 août à Vernon (Eure), lors d'un contrôle par deux flics de la BAC, David Sémy est atteint au côté droit du crâne par une électrode d'un Taser. Il s'enfuit jusqu'aux urgences, puis est transféré au CHU de Rouen pour une intervention chirurgicale. Le parquet d'Evreux a ouvert une enquête...

Une Assistante Sociale fait le cafard Elle a dénoncé à la Police Kantu, un jeune Sénégalais sans papier. Des gens ordinaires voient donc la délation en « citoyenneté », et le racisme en « valeurs culturelles ». On apprend également que cette AS est syndicaliste. Si l'on fait rien la pourriture s'installe dans la tête des gens qui devraient être de notre côté de la barricade.

Refus d'ADN à Marseille Le lundi 25 août procès suite d'une expulsion d'un squat (avec GIPN et Cie). Refus du prélèvement ADN parce que refus du déterminisme génétique et refus d'une société de contrôle où chaque individu est tracé comme une marchandise, un numéro, un code barre. Jugement : 300 euros de jours amendes, soit 30 jours à 10 euros, avec 20 % de réduc si l'amende est payée dans le mois.

Chronique d'une brutalité policière
Ou brutalité policière chronique. À Lyon, depuis le nouvel Hôtel de Police, les contrôles d'identité intempestifs sont en recrudescence dans le 3ème arrondissement. Le 26 juillet dans le parc à proximité, une patrouille de police interpelle violemment deux jeunes qui ont eu le malheur d'ouvrir une bouteille de bière. En garde-à-vue, le médecin diagnostique de nombreux traumatismes, hématomes, lèvre inférieure déchirée, os du nez déplacé ou cassé... La suite est aussi tristement déjà vue : accusé d'« outrage, rébellion, violences et menaces de mort » en comparution immédiate, Saïd et Abdelatif seront condamnés à la peine plancher, 1 an de prison avec 9 mois de sursis sans mandat de dépôt... Avec cette affaire, les 5 flics ont gagné 200 euros chacun, plus le remboursement de leurs frais d'avocat. Lire : **http://rebellyon.info/article5425.html**

EDVIGE et CRISTINA Derrière ces sigles se cache un fichage toujours accru des populations. ARDOISE, STIC, JUDEX, FNAEG... les flics ont leurs fiches... EDVIGE, CRISTINA... la police politique aussi. Bien sûr rien de neuf là-dedans, mais avec la création des SDIG – Sous-Direction à l'Information Générale – et DCRI – Direction Centrale du renseignement Intérieur – issus de la restructuration des anciens RG et DST l'État en profite pour renforcer son contrôle. Les fichiers changent de nom et élargissent leurs champs d'actions. Nous parlions dans le dernier numéro d'EDVIGE, fichier informatisé commençant dès l'âge de 13 ans. Voilà maintenant CRISTINA le nouvel outil de la DCRI classé « secret-défense », parions-le truffé de données issues des écoutes téléphoniques et Internet de ceux qui auront l'heur de déplaire à notre « FBI à la française ».
Pétition pour l'abandon du fichier EDVIGE :
http://nonaedvige.ras.eu.org/

Mordu à la gorge par un chien policier
Le 5 août vers 5h30 dans le quartier Plumerau à Tours, trois potes sortent de discothèque. Lorsque passe une patrouille de police, deux des acolytes se mettent à courir sans trop savoir pourquoi. Rattrapés, plaqués au sol et menottés... durant l'interpellation un chien policier mord au cou un des jeunes, à quelques millimètres d'un vaisseau vital. Après un passage au CHU pour recoudre les plaies, le jeune homme finira en garde-à-vue... n'ayant aucune charge à retenir contre lui, il sera libéré en fin d'après-midi.

Les flics forcent la porte de la voisine
Le 14 août à Croix près de Lille, les policiers décidés à interpeller les présumés voleurs d'un supermarché se trompent de porte. Mais l'histoire ne s'arrête pas là, en entrant chez la voisine les policiers tombent sur son chien, prompts à défourailler ils buttent l'animal et blesse au passage la propriétaire...

> INTERNATIONAL

Ma 6-T a Craké à Montréal-Nord ! Le soir du samedi 9 août, l'agent Jean-Loup Lapointe du Poste 39 et sa partenaire débarquent dans un parc où des jeunes jouent aux dés. Les flics tentent une arrestation aussi brutale qu'illégale sur un jeune et dans la mêlée qui s'ensuit, Lapointe dégaine et tire 4 balles. Le jeune Fredy Villanueva, 18 ans, frère de celui qui était menotté, atteint de 3 balles meurt à l'hôpital. Deux autres jeunes sont aussi blessés par balles. Le lendemain soir, après une manif spontannée et pacifique une émeute éclate. Des feux de poubelles sont allumés dans la rue, les pompiers sont pris pour cible, de même que les flics, un ambulancier et des journalistes. Des voitures de pompiers sont brûlées et la caserne vandalisée. Des commerces sont pillés. Une policière est atteinte par un coup de feu. 500 flics sont mobilisés et 7h plus tard ils reprennent le contrôle de la cité... Jusqu'à la prochaine explosion sociale ! Infos : **http://cobp-mtl.ath.cx** – **cobp@hotmail.com** – **http://www.cmaq.net/node/30723** – **http://www.cmaq.net/node/30802**

Gênes (Italie) Sept ans après les violences commises dans la caserne Bolzenato lors du sommet G8, quarante-cinq carabiniers, membres de l'administration pénitentiaire et médecins étaient accusés de sévices et traitements vexatoires... Seuls quinze parmi eux ont été condamnés. Trente ont été acquittés !

http://resistons.lautre.net/ informations pratiques juridiques sur le délit d'outrage, l'aide juridictionnelle, les contrôles d'identité, réflexions, témoignages, mobilisations...

Bientôt : Police Academy dans le ghetto
Susceptible d'accueillir 6 000 flics en formation, l'école de police fait près de 500 mètres de long. Un projet de 2 Mds de dollars dans le Queens. Avec l'ancien maire de New York, Rudolf Giuliani, les effectifs policiers ont presque quadruplé et c'est au nouveau, le milliardaire Bloomberg, qui veut *« améliorer la qualité du service à la communauté »*, que revient le boulot de formation. À l'intérieur pourront s'aligner au même moment près de 100 flics pour s'entraîner au tir. Parmi tous les équipements, le « tactical village », où seront reproduits trois blocks de New York et une station de métro. Les flics s'y exerceront à appréhender et zigouiller les malfrats et terroristes à l'aide de paintballs. Un ver de plus dans la grosse pomme.

Sidi Ifni (sud-ouest du Maroc) Intervention policière sauvage du 7 juin suite à une manifestation de jeunes chômeurs. 110 personnes arrêtées, plusieurs dizaines de blessés, entre 4 et 8 personnes auraient été tuées. Depuis les manifestations continuent, notamment pour exiger la libération des arrêtés et la vérité sur la répression. Infos : **http://www.france.attac.org/spip.php?article8719**

Gafsa (Tunisie) La justice tunisienne inflige le 14 août une lourde peine d'emprisonnement à Zakia Dhifaoui et à ses coinculpés, criminalisant ainsi toute solidarité avec le mouvement social (manifestations, grèves, occupations...) qui dure depuis janvier 2008 dans le bassin minier de Gafsa. Solidarité ! Contact : **www.crldht.org**

AGiR

Délit de solidarité 4 passagers du vol Air Maroc où se trouvaient des sans-papiers expulsés du foyer Terre aux curé passent en procès le 26 septembre à partir de 13h à la 16ème chambre du TGI de Bobigny Paris 13ème. Ils ont été désignés par la police comme responsables de l'opposition qui a empêché le départ de l'avion. Soyons-y nombreux ! Soutien financier : MRAP 5ème-13ème, Boite postale 243 75 227 Paris cedex 05 en précisant au dos du chèque solidarité avec les passagers. N° de compte : PA 9 286 85 W. Concert de soutien, débat le 21 septembre à partir de 17h au CICP, 21ter rue Voltaire, Paris 11e.